

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 mai 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	57	18

N° de séance : 47

Objet de la délibération : Comité social
territorial (C.S.T.) - Création de l'instance et
composition

N° d'enregistrement : CC.2022.108

Date de convocation :
10 mai 2022

Date d'affichage

24 MAI 2022

Date de réception en s/Préfecture

24 MAI 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 16 mai à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288 chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mai, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIJK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Kevin LUCIANO à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Monique GAGEAN à Arnaud VIE, Christian LATY à Jean-Pierre DERMIT, Henriette VENTRE à Michel ROSSI, Albert CALAMUSO à Lionnel LUCA, Sylvie MARCHAND à Serge JOVER, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Michel MANAGO à Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA à Christophe FONCK, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Claire BAES à Jean-Pierre DERMIT, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Khéra BADAOUHUGUENIN VUILLEMIN à Yves DAHAN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Dominique TRABAUD, François ZEMA, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur POMA,

Dans le cadre des prochaines élections professionnelles 2022, la CASA doit créer un Comité Social Territorial (CST) en lieu et place du comité technique, conformément aux dispositions du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

A noter qu'une Formation Spécialisée de Santé Sécurité et des Conditions de Travail (FSSCT) doit être instituée obligatoirement au sein du CST ; elle est dénommée formation spécialisée du comité.

L'instance de Comité Social Territorial et la formation spécialisée du comité sont présidées par le Président de la CASA.

Le Conseil communautaire est informé du recensement des effectifs constatés au 1er janvier 2022 arrêté à 628 agents employés par la CASA.

Par ailleurs, le Conseil Communautaire est informé que la consultation des organisations syndicales s'est déroulée lors d'une réunion générale avec les partenaires sociaux le 04 avril 2022.

Au vu des éléments ci-dessus énoncés, la composition de l'instance s'établit comme suit.

1/ Nombre de représentants du personnel au sein du Comité Social Territorial :

En application de l'article 4 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021, il appartient au Conseil Communautaire, après consultation des organisations syndicales, de déterminer le nombre de représentants du personnel représentés au sein du Comité Social Territorial (CST). Ce nombre est fixé en fonction de l'effectif des agents relevant du CST dans les limites prévues pour un effectif se situant entre 200 et 1000 agents, à savoir de 4 à 6 représentants titulaires du personnel.

Depuis 2018 les effectifs de la CASA sont restés plutôt stables, sans hausse significative. Le renouvellement général des instances représentatives du personnel entraîne la mise en œuvre du nouveau CST par chaque employeur territorial. La CASA doit procéder à sa création et à la fixation du nombre de représentants titulaires du personnel en tenant compte des effectifs recensés au 1er janvier 2022.

Il est précisé que la consultation des organisations syndicales a permis de convenir que le nombre de sièges à pourvoir pouvait rester identique à la dernière mandature afin de favoriser les candidatures ainsi que garantir une représentation du personnel équilibrée, soit un nombre de 6 sièges de représentants du personnel à pourvoir au sein du CST.

2/ Maintien du paritarisme au sein du Comité Social Territorial :

Le paritarisme des collèges reste facultatif sur tout ou partie des questions de la compétence du CST et de la formation spécialisée du comité. Le Conseil Communautaire dispose de la possibilité de conserver ce principe s'il en décide ainsi.

Les articles 6 et 30 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 prévoient en outre que « les membres des comités sociaux territoriaux représentants les collectivités territoriales ou établissements publics forment avec le président du comité le collège des représentants des collectivités et établissements publics. Le nombre de membres de ce collège ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein du comité. » et il peut être prévu par délibération « le recueil par le comité social territorial et la formation spécialisée de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement sur tout ou partie des questions sur lesquelles ces instances émettent un avis. ».

Dans le cadre de la concertation avec les organisations syndicales, celles-ci ont fait connaître leur accord pour conserver le principe du paritarisme avec un nombre identique de représentants de l'établissement ainsi que le maintien du recueil de l'avis de ce collège.

Compte tenu de ces éléments, il appartient au Conseil Communautaire de décider :

- du maintien ou non du paritarisme ;
- du nombre de membres du collège de représentants de l'établissement au sein du CST et de sa formation spécialisée (dans la limite du nombre qu'il aura décidé de représentants du personnel) ;
- de prévoir ou non le recueil de l'avis du collège de représentants de l'établissement sur les questions relevant de la compétence du CST et de sa formation spécialisée.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de maintenir le paritarisme au sein dudit Comité et de sa formation spécialisée en fixant un nombre de représentants de l'établissement égal à celui des représentants du personnel, soit SIX représentants de l'employeur ;
- de fixer à six le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au Comité Social Territorial et à la formation spécialisée du comité ;
- de maintenir le recueil de l'avis des représentants du collège des représentants de l'établissement sur les questions relevant de la compétence dudit Comité et de sa formation spécialisée.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 MAI 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Comité social territorial (C.S.T.) - Création de l'instance et composition

Date de transmission de l'acte : 24/05/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 24/05/2022

Numéro de l'acte : CC_2022_108 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220516-CC_2022_108-DE

Date de décision : 16/05/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 4. Fonction publique
4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.